

Administration générale

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

Service de la gestion du personnel

Département des études,
des rémunérations
et de la réglementation

Bureau de la politique de rémunération

**Note de gestion du 5 mai 2011 relative au régime indemnitaire 2011
des architectes et urbanistes de l'État**

NOR : DEVK1112711N

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Pour exécution : liste des destinataires *in fine*.

Pour information : liste des destinataires *in fine*.

Date de mise en application : 1^{er} janvier 2011.

Catégorie : directive adressée par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : régime indemnitaire 2011 des architectes et urbanistes de l'État.

Mots clés liste fermée : Fonction Publique.

Mots clés libres : régime indemnitaire – agents du MEDDTL.

Texte de référence : décret n° 2007-1366 du 18 septembre 2007 relatif à l'indemnité de rendement et de fonctions allouée aux architectes et urbanistes de l'État.

Pièces annexes : 4 annexes.

Domaine : administration.

Publication : *Bulletin officiel*.

1. Cadre général

La présente note de gestion s'applique aux architectes et urbanistes de l'État gérés par le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Le régime indemnitaire des architectes et urbanistes de l'État est fixé par le décret n° 2007-1366 du 18 septembre 2007 qui prévoit une indemnité de rendement et de fonction (IRF) composée de deux parts :

- une part fonctionnelle tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées ;
- une part liée au rendement tenant compte de l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre d'une procédure d'évaluation.

Le MEDDTL a adressé une saisine au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique visant à modifier le décret et l'arrêté régissant l'IRF des AUE.

Dans l'attente d'une évolution réglementaire des composantes de ce régime indemnitaire, qui permettra notamment de réviser la grille de cotation des fonctions pour la mettre en cohérence avec celle des autres corps, le montant de la part liée au rendement de l'IRF des architectes et urbanistes de l'État bénéficie d'une revalorisation moyenne de 500 €.

2. Répartition de la part liée au rendement

Le montant de l'indemnité liée au rendement est modulé pour tenir compte de l'atteinte des objectifs fixés à l'agent dans le cadre de la procédure d'évaluation.

L'harmonisation des dotations indemnitaires individuelles de la part de l'IRF liée au rendement s'effectuera en 2011 comme les années précédentes au niveau national.

Les attributions individuelles seront arrêtées par la directrice des ressources humaines sur proposition des chefs de service concernés.

Compte tenu des mesures catégorielles 2011, la dotation budgétaire moyenne est fixée à 11 200 € pour les architectes et urbanistes de l'État (AUE) et à 12 500 € pour les architectes et urbanistes de l'État en chef (AUEC).

Il vous est ainsi proposé de moduler ces dotations budgétaires par grade de 0,4 à 1,6.

Cette plage de modulation est indicative, certaines situations peuvent vous conduire à proposer des coefficients de modulation en dehors des bornes de la plage proposée. De tels dépassements nécessitent un rapport et ne peuvent être envisagés que dans la limite des minima et des plafonds réglementaires.

Les AUE affectés en sortie d'école se verront attribuer un montant indemnitaire de la part liée au rendement de 8 960 € (soit un coefficient de 0,80).

3. Répartition de la part liée aux fonctions

Le montant de l'indemnité liée aux fonctions est modulé, selon les responsabilités, le niveau d'expertise et les sujétions spéciales liées aux fonctions exercées, par l'application d'un coefficient compris dans une fourchette de 1 à 4.

Cependant, en raison des montants retenus à l'issue des négociations avec le ministère de la culture et de la communication et par référence aux dotations servies les années précédentes par le ministère chargé du développement durable, seules les valeurs de l'échelle de référence de la part fonctionnelle comprises entre 2 et 4 seront utilisées.

Toutefois, les valeurs s'échelonnant de 1 à 2 pourront être utilisées lorsqu'un agent occupe un poste d'un niveau inférieur au grade qu'il détient ou lorsqu'il est en position d'affectation « pour ordre ».

Ainsi, par exemple, l'indemnité de fonction d'un AUEC adjoint d'un chef de service serait fixée à 1,5 ; *a contrario*, celle d'un AUE qui exercerait des fonctions de 3^e niveau bénéficierait d'un coefficient de fonctions majoré.

Sauf modifications liées au poste (mutation, réorganisation, etc.), il n'y a normalement pas lieu de revoir les coefficients liés à la fonction définis lors de l'exercice d'harmonisation de l'année précédente.

La cotation des postes généralement tenus par les architectes et urbanistes de l'État s'établit ainsi :

Les AUE :

- indemnité de niveau 2 :
 - adjoint d'un chef de service en service déconcentré ;
 - adjoint à un chef de bureau en administration centrale ;
 - chargé de mission en administration centrale ;
- indemnité de niveau 2,5 :
 - chef de service en service déconcentré ;
 - chef de bureau en administration centrale ;
 - chef d'un arrondissement rural ;
 - adjoint d'un chef de service dans les services déconcentrés à fortes sujétions (*cf.* liste ci-dessous) ;
- indemnité de niveau 3 :
 - secrétaire général d'un service déconcentré ;
 - chef de service dans les services déconcentrés à fortes sujétions (*cf.* liste ci-dessous) ;
 - chef d'un arrondissement urbain ;

- indemnité de niveau 3,5 :
 - directeur adjoint d'un service déconcentré ;
 - adjoint à un directeur d'une unité territoriale Île-de-France.

Les AUEC :

- indemnité de niveau 2,5 :
 - chef de service en service déconcentré ;
 - chef de bureau en administration centrale ;
 - chef d'un arrondissement rural ;
- indemnité de niveau 3 :
 - chargé de mission en administration centrale (niveau rattachement supérieur au bureau) ;
 - secrétaire général d'un service déconcentré ;
 - chef de service dans les services déconcentrés à fortes sujétions (cf. liste ci-dessous) ;
 - chef d'un arrondissement urbain ;
- indemnité de niveau 3,5 :
 - adjoint d'un sous-directeur en administration centrale ;
 - directeur adjoint d'un service déconcentré ;
 - directeur d'un CIFP ;
 - adjoint à un directeur d'une unité territoriale Île-de-France ;
- indemnité de niveau 4 :
 - chargé d'inspection au sein d'une MIGT ;
 - chef de service déconcentré.

Concernant les postes spécifiques tels que chargé de mission en service déconcentré, chargé ou responsable de projet particulier..., l'indemnité sera, comme en 2010, arrêtée par la directrice des ressources humaines sur proposition du directeur ou du chef de service à partir de la fiche de poste et de tout élément susceptible de préciser le niveau de responsabilités.

Liste des services à fortes sujétions :

- DRIEA, DRIEE, DRIHL ;
- DREAL Haute-Normandie ;
- DDTM Seine-Maritime (76) ;
- DDT Marne (51) ;
- DDT Seine-et-Marne (77) ;
- DDT Yvelines (78) ;
- DDT Essonne (91) ;
- DDT Val-d'Oise (95).

4. Modalités de mise en œuvre 2011

Vos propositions de coefficient établies à l'aide du modèle joint en annexe (annexe B) devront parvenir au bureau de la politique de rémunération (SG/DRH/SGP/ERR2) pour le 30 juin 2011 :

- par courriel : Err2.Err.Sgp.Drh.Sg@developpement-durable.gouv.fr ;
- par fax : 01-40-81-65-13.

5. L'information des agents et des représentants du personnel

Il reviendra à chaque direction ou à chaque service de notifier en fin d'année à chaque agent la dotation qui lui est attribuée en lui apportant toutes les précisions utiles, notamment pour apprécier son niveau.

La présente note de gestion sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Fait le 5 mai 2011.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
H. EYSSARTIER

Destinataires

Madame et Messieurs les préfets de région :
Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France (DRIEA) ;
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) ;
Direction régionale et interdépartementale de l'habitat et du logement d'Île-de-France (DRIHL) ;
Directions interrégionales de la mer (DIRM) ;
Directions régionales de l'industrie et de la recherche et de l'environnement (DRIRE) outre-mer ;
Centres d'études techniques de l'équipement (CETE) ;
Services de la navigation (SN).

Mesdames et Messieurs les préfets de département :
Directions départementales des territoires (DDT) ;
Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) ;
Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL outre-mer) ;
Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM Saint-Pierre-et-Miquelon) ;
Directions de la mer outre-mer (DM) ;
Directions départementales de la protection des populations (DDPP) ;
Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS) ;
Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP).

Messieurs les préfets coordonnateurs des itinéraires routiers :
Directions interdépartementales des routes (DIR).

Mesdames les directrices, Messieurs les directeurs :
Centres de valorisation des ressources humaines (CVRH) ;
École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) ;
École nationale des ponts et chaussées (ENPC) ;
École nationale des techniciens de l'équipement (ENTE) ;
Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) ;
Centre d'études des tunnels (CETU) ;
Centre national des ponts de secours (CNPS) ;
Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) ;
Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) ;
Centre d'études techniques maritimes et fluviales (CETMEF) ;
Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC) ;
Centre d'évaluation, de documentation et d'innovation pédagogiques (CEDIP) ;
Établissement national des invalides de la marine (ENIM) ;
Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA) ;
Mission interministérielle d'inspection du logement social (MIILOS).

Administration centrale du MEDDTL :
Madame la commissaire générale au développement durable, déléguée interministérielle au développement durable (CGDD) ;
Monsieur le directeur général des infrastructures, de transports et de la mer (DGITM) ;
Monsieur le directeur général de l'aviation civile (DGAC) ;
Madame la préfète, déléguée à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) ;
Monsieur le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) ;
Monsieur le directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) ;
Monsieur le directeur général de la prévention des risques (DGPR) ;
Monsieur le vice-président du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ;
Monsieur le délégué à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) ;
Madame la directrice des ressources humaines (SG/DRH) ;
Monsieur le directeur des affaires juridiques (SG/DAJ) ;
Madame la directrice de la communication (SG/DICOM) ;
Monsieur le directeur des affaires européennes et internationales (SG/DAEI) ;
Monsieur le délégué à l'action foncière et immobilière (SG/DAFI) ;
Monsieur le chef du service des politiques support et des systèmes d'information (SG/SPSSI) ;

*Madame la chef du service des affaires financières (SG/DAF) ;
Madame la chef du service du pilotage et de l'évolution des services (SG/SPES) ;
Monsieur le chef du service de défense, de sécurité et d'intelligence économique (SG/SDSIE) ;
Monsieur le directeur du centre de prestations et d'ingénierie informatiques (SG/SPSSI/CPII).*

Autres services :

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Copie pour information (systématiquement) :

SG-service du pilotage et de l'évolution des services ;

SG-direction des affaires juridiques ;

SG/DRH/SGP/EMC/CME et EMC1 ;

SG/DRH/CGRH/CGRH1 et CGRH2 ;

SG/DRH/SEC/GREC/GREC2 ;

SG/SPSSI/SIAS.

ANNEXE A

MONTANTS DE L'IRF 2011

1. Part liée à la fonction tenue

AUE : montant de référence (coefficient 1) : 1 600 €.

AUEC : montant de référence (coefficient 1) : 2 600 €.

	IRF : PART LIÉE À LA FONCTION		AUE	IRF : part liée à la fonction	
AUE	Coefficient 2	3 200 €	AEUC	Coefficient 2	5 200 €
	Coefficient 2,5	4 000 €		Coefficient 2,5	6 500 €
	Coefficient 3	4 800 €		Coefficient 3	7 800 €
	Coefficient 3,5	5 600 €		Coefficient 3,5	9 100 €
				Coefficient 4	10 400 €

2. Part liée aux résultats

	IRF : PART LIÉE AUX RÉSULTATS		
	Dotation 2011	Montant coefficient (0,4)	Montant coefficient (1,6)
AUE	11 200 €	4 480 €	17 920 €
AUEC	12 500 €	5 000 €	20 000 €

3. AUE affectés en sortie d'école

Montant minimum : 8 960 (coefficient de 0,80) + 3 200 (poste coté à 2) = 12 160 €.

Montant maximum : 8 960 (coefficient de 0,80) + 4 800 (poste coté à 3) = 13 760 €.

ANNEXE B

FICHE INDIVIDUELLE DE PROPOSITION INDEMNITAIRE
POUR L'ANNÉE 2011

Nom :
Prénom :
Grade (1) :

Part liée à la fonction

Cotation du poste :
Fonctions exercées :

Depuis le :
Observations concernant le poste, justifications et précisions éventuelles :

En cas de proposition de modification en 2011 du coefficient de la part de l'IRF liée à la fonction,
appréciation sur l'évolution souhaitée :

Part liée au rendement :

Appréciation sur l'évolution souhaitée en 2011 de la part de l'IRF liée au rendement, ainsi que le
coefficient et montant proposé :

Date :

Nom et signature du chef de service

(1) En cas de promotion au grade d'AUEC, il convient de préciser l'évolution souhaitée pour les deux grades.

ANNEXE C

TABLEAU DE CORRESPONDANCE DES MONTANTS ET DES COEFFICIENTS

AUE					
Coefficient	Montant	Coefficient	Montant	Coefficient	Montant
0,65	7 280	0,97	10 864	1,29	14 448
0,66	7 392	0,98	10 976	1,30	14 560
0,67	7 504	0,99	11 088	1,31	14 672
0,68	7 616	1,00	11 200	1,32	14 784
0,69	7 728	1,01	11 312	1,33	14 896
0,70	7 840	1,02	11 424	1,34	15 008
0,71	7 952	1,03	11 536	1,35	15 120
0,72	8 064	1,04	11 648	1,36	15 232
0,73	8 176	1,05	11 760	1,37	15 344
0,74	8 288	1,06	11 872	1,38	15 456
0,75	8 400	1,07	11 984	1,39	15 568
0,76	8 512	1,08	12 096	1,40	15 680
0,77	8 624	1,09	12 208	1,41	15 792
0,78	8 736	1,10	12 320	1,42	15 904
0,79	8 848	1,11	12 432	1,43	16 016
0,80	8 960	1,12	12 544	1,44	16 128
0,81	9 072	1,13	12 656	1,45	16 240
0,82	9 184	1,14	12 768	1,46	16 352
0,83	9 296	1,15	12 880	1,47	16 464
0,84	9 408	1,16	12 992	1,48	16 576
0,85	9 520	1,17	13 104	1,49	16 688

AUE					
Coefficient	Montant	Coefficient	Montant	Coefficient	Montant
0,86	9 632	1,18	13 216	1,50	16 800
0,87	9 744	1,19	13 328	1,51	16 912
0,88	9 856	1,20	13 440	1,52	17 024
0,89	9 968	1,21	13 552	1,53	17 136
0,90	10 080	1,22	13 664	1,54	17 248
0,91	10 192	1,23	13 776	1,55	17 360
0,92	10 304	1,24	13 888	1,56	17 472
0,93	10 416	1,25	14 000	1,57	17 584
0,94	10 528	1,26	14 112	1,58	17 696
0,95	10 640	1,27	14 224	1,59	17 808
0,96	10 752	1,28	14 336	1,60	17 920

AUEC					
Coefficient	Montant	Coefficient	Montant	Coefficient	Montant
0,65	8 125	0,97	12 125	1,29	16 125
0,66	8 250	0,98	12 250	1,30	16 250
0,67	8 375	0,99	12 375	1,31	16 375
0,68	8 500	1,00	12 500	1,32	16 500
0,69	8 625	1,01	12 625	1,33	16 625
0,70	8 750	1,02	12 750	1,34	16 750
0,71	8 875	1,03	12 875	1,35	16 875
0,72	9 000	1,04	13 000	1,36	17 000
0,73	9 125	1,05	13 125	1,37	17 125
0,74	9 250	1,06	13 250	1,38	17 250

AUEC					
Coefficient	Montant	Coefficient	Montant	Coefficient	Montant
0,75	9 375	1,07	13 375	1,39	17 375
0,76	9 500	1,08	13 500	1,40	17 500
0,77	9 625	1,09	13 625	1,41	17 625
0,78	9 750	1,10	13 750	1,42	17 750
0,79	9 875	1,11	13 875	1,43	17 875
0,80	10 000	1,12	14 000	1,44	18 000
0,81	10 125	1,13	14 125	1,45	18 125
0,82	10 250	1,14	14 250	1,46	18 250
0,83	10 375	1,15	14 375	1,47	18 375
0,84	10 500	1,16	14 500	1,48	18 500
0,85	10 625	1,17	14 625	1,49	18 625
0,86	10 750	1,18	14 750	1,50	18 750
0,87	10 875	1,19	14 875	1,51	18 875
0,88	11 000	1,20	15 000	1,52	19 000
0,89	11 125	1,21	15 125	1,53	19 125
0,90	11 250	1,22	15 250	1,54	19 250
0,91	11 375	1,23	15 375	1,55	19 375
0,92	11 500	1,24	15 500	1,56	19 500
0,93	11 625	1,25	15 625	1,57	19 625
0,94	11 750	1,26	15 750	1,58	19 750
0,95	11 875	1,27	15 875	1,59	19 875
0,96	12 000	1,28	16 000	1,60	20 000

ANNEXE D

EXEMPLE DE FICHE DE NOTIFICATION

Note à l'attention de ...
Madame, Mademoiselle, Monsieur,
Prénom et nom de l'agent

Je vous invite à prendre connaissance du montant des primes qui vous sont allouées pour l'année 2011, dans la limite des maxima réglementaires et des crédits budgétaires alloués pour l'année.

Compte tenu de ces éléments, le montant total de l'indemnité de rendement et de fonctions (IRF) qui vous est attribué pour l'année 2011 est de ... € en année pleine.

Ce montant se répartit entre ... € au titre de la part de l'IRF liée au rendement et ... € au titre de la part liée à la fonction que vous tenez.

La régularisation du montant mensuel, calculé sur le douzième du montant annuel indiqué ci-dessus, sera effectuée, au prorata du temps de présence ou du temps partiel, avec la paie du mois de ...

Signature

Date de notification :

Signature de l'agent :

Cette notification peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du chef de service ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu d'affectation de l'agent dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative.